

Construction inachevée d'une monopolisation de pouvoir, l'ascension de Khalifa Haftar en Libye

*Mohamed-Essaïd Lazib*¹

La Libye a été déchirée par une multitude de conflits depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi (1969-2011). À l'échelle nationale, le pays est bipolarisé entre deux factions politico-militaires principales. La première représente une alliance de forces sociopolitiques hétérogènes issues essentiellement de la région occidentale et regroupée depuis 2016 autour du gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale et basé à Tripoli. La seconde est une coalition rivale à l'est, menée par l'autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL)² dirigée par Khalifa Haftar, sur laquelle se greffent des forces aux intérêts divers bien qu'écrasés par la place hégémonique du maréchal.

Forte de sa domination achevée à l'est et de ses avancées dans le sud-ouest du pays, l'ANL lance en avril 2019 une attaque d'envergure pour prendre Tripoli, centre politico-administratif et économique, ouvrant la voie à un contrôle total de la Libye. Après plus d'un an d'hostilités d'une violence sans précédent, l'ANL de Khalifa Haftar est mise en échec en juin 2020, contrainte de se retirer du front tripolitain vers son fief oriental à la suite de l'intervention décisive de la Turquie aux côtés du GNA. Malgré sa défaite, l'ANL reste un acteur central dans le paysage politico-militaire libyen.

En Libye nombreux sont les acteurs, individuels ou organisés, représentant des intérêts particuliers ou collectifs qui ont tenté de s'élever au rang de force

1. Doctorant à l'Institut français de géopolitique.

2. L'ANL se présente également en Libye sous l'appellation «Forces armées arabes libyennes».

politique à dimension nationale. À l'exception de Khalifa Haftar et son ANL, peu ont réussi à dépasser l'horizon de leur communauté ou région respectives. La démarche de Khalifa Haftar, et ses prétentions de régner en maître absolu sur l'État, est en ce sens intéressante à retracer. La première partie discutera la conquête territoriale et ses limites, quand la seconde explore les moyens et les formes de domination de l'ANL.

L'opération Dignité à Benghazi (2014-2017), ou l'embryon de l'ANL

Après sa première tentative de putsch raté à Tripoli en février 2014, Khalifa Haftar, alors général à la retraite, lance en mai de la même année une opération militaire baptisée « Dignité » pour déloger des groupes armés de Benghazi, suspectés d'être derrière les vagues de violence que connaissait la ville depuis 2012. Sa force, l'ANL, est constituée d'un nombre limité de combattants, majoritairement des civils agissant en dehors de tout cadre légal, jusqu'à ce que la Chambre des représentants alors fraîchement élue lui apporte une couverture légitime *a posteriori* durant sa session inaugurale à Tobrouk, fin août 2014.

L'embryon initial de l'opération « Dignité » a été formé par une poignée d'officiers de l'armée établis à Benghazi qui se sont mobilisés, entre autres, face aux campagnes d'assassinats ciblés contre les militaires et les représentants de l'État. Toutefois, la cohorte a été principalement composée de milices de la tribu des Awaqir, qui étaient, depuis 2011, en rivalité à l'échelle locale avec des groupes armés à inclinaison islamiste autour du contrôle de Benghazi. Les Awaqir sont la deuxième plus grande tribu de Cyrénaïque, qui peuple à la fois le centre-ville de Benghazi, régi plutôt par une culture urbaine non tribale en raison de sa mixité sociale avec une population venant de toute la Libye, mais surtout les régions alentour dans lesquelles ils sont prédominants. Les habitants de Benghazi originaires de l'Ouest, comme de Misrata, sont connus sous le nom de « Hadhours » (citadins), en opposition aux Bédouins des tribus locales de Cyrénaïque. Après 2011, la sphère politico-militaire à Benghazi a été plutôt dominée par ces élites urbaines en alliance avec les forces révolutionnaires à Tripoli. Les notables Awaqir, autrefois influents sous l'ancien régime, se retrouvent ainsi déclassés, même s'ils avaient rejoint le soulèvement à l'est dès la première semaine de février 2011.

Une lutte de reclassement au niveau local s'engage alors entre ces deux factions, donnant lieu à plusieurs affrontements entre 2012 et 2014 [Bensaad, 2016]. Lorsque Khalifa Haftar lance son opération contre les « terroristes », les groupes Awaqir s'y sont associés tant ils manquaient de leadership et de couverture politique pour s'opposer à leurs rivaux locaux. Cette lutte de reclassement concerne en parallèle une partie des officiers réguliers qui ont rejoint l'ANL pour

avoir été marginalisés par les autorités postrévolutionnaires au profit des rebelles et visés par des actes de violence, en particulier dans les villes de Benghazi et Derna.

Une convergence de plusieurs griefs, fruits d'une conjoncture particulière tant à l'échelle locale que nationale et régionale, a permis à Khalifa Haftar de se positionner en figure salvatrice avec un discours binaire d'une « armée » face à des « terroristes », sur lequel vont s'aligner de nombreux acteurs locaux et étrangers.

Parce qu'ils combattent en premier lieu pour des raisons idéologiques, notamment contre les courants de l'islam politique présent dans le camp adverse, les salafistes dits « madkhalistes » constituent depuis 2014 une force de frappe organisée, fiable et loyale à Khalifa Haftar. Structurés dans quelques formations armées, ils représentent un contingent significatif au sein de l'ANL sans qu'ils soient pour autant majoritaires ou dominants. Leur influence se mesure plutôt par la diffusion de leur doctrine dans les rangs de l'ANL et les régions qu'elle contrôle. Le discours d'hostilité idéologique à l'endroit de l'islam politique a trouvé écho chez une partie de la population libyenne qui attribue aux Frères musulmans l'échec de la période transitoire et le désordre ambiant. Ce récit a été maintenu bien que les courants islamistes, pris dans leur ensemble, aient été progressivement affaiblis. La rhétorique brandie également par Khalifa Haftar rappelle celle d'Abdel Fatah al-Sissi en Égypte, premier soutien de l'entreprise d'Haftar, permettant d'inscrire sa démarche dans le prolongement des rivalités politiques dans le monde arabe en vue de séduire les parrains étrangers, en particulier les Émirats arabes unis.

La bureaucratie centrale de l'ANL, quoique squelettique, c'est-à-dire les régions militaires, les commandements des opérations ainsi que les administrations déconcentrées, est exercée par des officiers réguliers qui avaient majoritairement servi sous Kadhafi, y compris ceux originaires de la moitié occidentale de la Libye. Quant aux unités combattantes, elles sont composées en large partie par des éléments peu ou pas entraînés, dont le principal contingent est issu de la région orientale, suivi par des communautés et individus de l'Ouest et du Sud. Ces derniers tendent, au gré des alliances transactionnelles et changeantes, à grossir les rangs de l'ANL, notamment en temps de guerre, comme durant l'offensive de Tripoli en 2019-2020.

« À la conquête de l'Ouest »

Aux premiers mois de l'opération « Dignité », les hommes de Khalifa Haftar sont en mauvaise posture face à la coalition islamiste rivale du Conseil de la Choura des révolutionnaires de Benghazi (CCRB), créé dans la foulée en juin 2014 par une demi-douzaine de formations armées avec des degrés variés de radicalisme – certaines se sont même alliées à l'organisation de l'État islamique. Vers la fin juillet 2014, l'ANL est repoussée hors de la ville, retranchée dans la

localité de Benina, à 20 kilomètres au sud-est de Benghazi. Une longue bataille de deux mois s'y déroule, dont l'issue ne tient qu'à la mobilisation de groupes armés tribaux, principalement les Awaqir, venus prêter main-forte aux hommes de Haftar pour empêcher le CCRB de s'étendre davantage dans l'arrière-pays tribal. Cette bataille de Benina fut un tournant dans le conflit de Benghazi tant les hommes du CCRB ont été contraints de se replier définitivement vers le centre-ville.

Le 15 octobre 2014, les forces de Khalifa Haftar pénètrent dans Benghazi grâce à des cellules dormantes organisées à l'échelle de certains quartiers de la ville pour coordonner leur soulèvement avec l'avancée de l'ANL, qui deviendront des forces auxiliaires de l'ANL, gravitant principalement autour des Forces spéciales (Saïqa) bien qu'elles soient en majorité formées de civils³.

La coalition du CCRB se retrouve encerclée dans quelques périmètres et asphyxiée depuis la perte en 2016 d'un port adjacent qui servait à réceptionner l'assistance logistique et militaire acheminée par voie maritime depuis le port de Misrata, fief de la coalition politico-militaire rivale à l'ouest du pays [Wehrey, 2018]. Il aura fallu plus de trois ans à l'ANL pour venir à bout des dernières poches de résistance dans Benghazi, non sans laisser des séquelles dans le tissu social entre Hadhours et tribus locales ; un lourd tribut en termes de victimes et de blessés de guerre qui se comptent par milliers, mais aussi d'un point de vue matériel, des pans entiers de la ville étant détruits, notamment son centre historique. Progressivement, des communautés, des officiers réguliers⁴ ou de simples individus de l'Est comme du reste du pays rallient les rangs de l'ANL à mesure qu'elle se renforce et étend son contrôle au-delà de son bastion oriental.

En septembre 2016, l'ANL s'empare des terminaux pétroliers au centre du pays par lesquels s'exporte la majorité du brut libyen, principale ressource économique. Khalifa Haftar arrive par la même occasion à écarter un acteur influent de la région orientale qu'est Ibrahim Jadhraan [Lacher, 2020], qui contrôlait jusque-là ce croissant pétrolier situé dans les territoires de sa tribu, les Magharba. La remise aussitôt des terminaux pétroliers à l'Entreprise nationale d'hydrocarbures (National Oil Corporation, NOC) et la reprise subséquente de la production pétrolière après plus de trois ans de blocus orchestré par Jadhraan apportent à Khalifa Haftar une respectabilité aux niveaux national et international qui améliore un tant soit peu l'image de paria qui lui est associée depuis ses deux putschs de 2014.

Au printemps 2017, l'ANL se positionne, par le biais d'alliés locaux, dans les bases d'al-Joufra, Brak et Tamenhent, dans le centre et le sud-ouest du pays,

3. Dites « forces de soutien », elles sont composées de civils mobilisés sur des bases tribales ou locales. Elles sont connues péjorativement sous le nom de Sahwa.

4. Le vote de la loi d'amnistie par le Parlement de Tobrouk en 2015 a garanti aux militaires de l'ère Kadhafi contraints à exil de pouvoir retourner à leurs fonctions et trouver refuge à l'Est.

précédemment aux mains de ses rivaux de Misrata, qui avaient pour leur part entamé une stratégie d'apaisement et de repli. Pour pouvoir pénétrer davantage dans le Sud, l'ANL va nouer une alliance avec des relais locaux au sein des communautés dominantes des Zwaya dans l'oasis reculée de Koufra, les Awlad Sliman autour de la grande ville de Sebha, ainsi que des Touaregs des régions frontalières avec l'Algérie et le Niger dans l'extrême sud-ouest du pays. Et ce au détriment de leurs rivaux locaux chez les Toubous, qui furent pourtant au tout début de l'opération « Dignité » l'un de ses premiers soutiens alors qu'à ce moment-là, les nouveaux alliés locaux du général Haftar soutenaient le camp opposé. En février 2019, l'ANL prend le contrôle de Derna après dix mois d'affrontements, dernière enclave de la Cyrénaïque aux mains de ses rivaux, achevant ainsi sa domination sur l'ensemble de la région. À la même période, l'ANL déploie quelques unités dans le Sud, suffisantes pour faire basculer des communautés locales dans son camp. Cette avancée vers le sud, préparera le terrain au lancement en avril 2019 d'une offensive sur Tripoli.

Après Benghazi, Ajdabiya, Derna, al-Joufra, le Fezzan, et quelques îlots à l'ouest, l'élan en faveur de l'ANL était tel en 2018-2019 qu'il poussera de nombreuses forces libyennes à se positionner au côté de l'ANL, tant elles espéraient qu'elle allait prendre le pouvoir [Stocker, 2020]. L'offensive ultime lancée sur Tripoli en avril 2019 échoue finalement après quatorze mois d'affrontements. L'ANL, en premier lieu, butte sur les forces du GNA coalisées pour l'occasion, épaulées ensuite par l'intervention militaire turque qui se révèle décisive à partir de décembre 2019. Malgré l'appui de mercenaires russes et subsahariens, l'ANL défaite, est forcée, de se replier sur son bastion initial à l'Est.

Reconfigurations tribales et néo-patrimonialisme

Le soutien à l'Est permet à l'ANL de Khalifa Haftar de bénéficier d'une assise territoriale sûre et cohérente pour établir son autorité à partir de laquelle elle peut entreprendre des actions politiques et militaires. Contrairement à la moitié occidentale du pays qui fut historiquement traversée par des guerres intestines de nouveau exacerbées durant et après le conflit de 2011, la Cyrénaïque avait longtemps été épargnée par de telles fractures profondes. Depuis son établissement à l'Est vers le milieu du XIX^e siècle, la confrérie de la Sanussiyya avait en effet joué un rôle de rassembleur en soumettant les tribus locales, longtemps rivales, sous son autorité temporelle et sociopolitique. Le processus d'intégration a contribué à pacifier les relations entre les tribus de l'Est, renforçant progressivement la solidarité entre elles, qui, dans une certaine mesure, se retrouve aujourd'hui au sein de l'ANL.

Cependant, bien qu'alliées à l'échelle nationale, notamment à travers la structure de l'ANL, les tribus de l'Est sont en compétition pour l'influence politique et les ressources économiques aux niveaux provincial et local. Les tribus de Cyrénaïque sont segmentées en trois confédérations principales : les Jabarna et les Harabi connus sous le nom de Saadi, ainsi que les Mourabitin, la strate la plus faible dans la hiérarchie sociale⁵. Les tribus les plus importantes et influentes sont respectivement les 'Obeidat de la région de Tobrouk, les Awaqir autour du Grand Benghazi, les Magharba assis sur le stratégique croissant pétrolier et, dans une moindre mesure, les Bra'assa, puis les Darsa et les Hassa qui peuplent la région d'al-Djebel al-Akhdhar.

Afin de contrebalancer le pouvoir des traditionnelles et puissantes tribus orientales, le commandant général de l'ANL promeut les communautés « mineures » qui sont en quête d'une plus grande position sociale et qui utilisent l'ANL comme moyen d'y parvenir. À Ajdabiya, Benghazi ou Tobrouk, des communautés minoritaires qui sont en bas de l'échelle sociale voient l'« armée » comme moyen d'ascension face aux élites historiquement dominantes à l'échelle de leurs localités et au sein de la structure de l'ANL. Inversement, malgré leur soutien à l'opération « Dignité » dès 2014, le maréchal a réduit le poids sociopolitique et militaire des Magharba, des Awaqir, des 'Obeidat et des Bra'assa tant leurs capacités organisationnelles et mobilisatrices constituent une menace potentielle contre son pouvoir.

Cette volonté d'affaiblir les grandes tribus de Cyrénaïque a peut-être pour origine les défections de plusieurs officiers de l'ANL qui en sont issus, pour la plupart en opposition à la personnalisation du pouvoir de Khalifa Haftar. C'est pourquoi ce dernier s'appuie davantage sur de nouvelles alliances tribales, en particulier la sienne. Une pratique qui n'est pas sans rappeler celle employée par Mouammar Kadhafi à partir du milieu des années 1970 à la suite de tentatives de putschs avortés lorsqu'il promeut des « brigades sécuritaires » recrutées parmi les tribus alliées au détriment de l'armée régulière qu'il va délibérément affaiblir, bien qu'il en soit issu et sur laquelle il s'est appuyé pour prendre le pouvoir en déposant la monarchie d'Idriss I^{er} al-Senoussi (1951-1969), en septembre 1969. Les séquelles de la désorganisation de l'armée par Kadhafi, qui se renforcera après 2011, constituent l'un des principaux enjeux en Libye.

Au fil des années, la structure de l'ANL subit des transformations liées à ces recompositions tribales. Au plus fort de la guerre de Benghazi (2016-2017), les

5. Les Jabarna sont le plus grand rassemblement tribal de Cyrénaïque, avec une ascendance prétendument commune composée des Awaqir, des Magharba, des 'Abid, des 'Orfa, des Majabra, des Jawazi, des 'Oreibat et des Jalalat. Les Bra'assa, les Hassa et les Darsa sont les tribus Harabi, dites aristocratiques, car elles étaient propriétaires terriens. Les Mourabitin se composent de dizaines de petites tribus dont les plus importantes sont les Zwaya, les Farjani (clan de Khalifa Haftar), les Masamir, les Fawakher et les Mnafa.

unités, régulières et semi-régulières, affiliées à l'ANL à l'est étaient un peu plus d'une centaine, avec des dizaines de groupes irréguliers (auxiliaires), principalement originaires de Benghazi et des régions tribales alentour. Toutefois, ce nombre tend à diminuer pour trois raisons. La première est la démobilisation de ces groupes armés après la fin des hostilités, dont une large partie combattait principalement pour des objectifs locaux. Ceux restés en activité ont été intégrés par l'ANL avant qu'ils ne soient, pour certains d'entre eux, dissous ou restructurés.

La troisième raison, et peut-être la plus importante, réside dans la double stratégie de renouvellement et de centralisation des forces combattantes de l'ANL entreprise par le commandant général en vue de mieux resserrer le contrôle sur ses troupes et d'assurer sa propre sécurité. À partir de 2016, Khalifa Haftar a parrainé la création d'une nouvelle génération d'unités dirigées par ses proches et des officiers loyalistes. Elles ont été fortement renforcées en hommes et en équipement par comparaison avec l'ancienne garde de l'ANL qui avait porté le fardeau de l'opération « Dignité » ; ce qui n'a pas manqué de générer une frustration chez les combattants de l'ANL de la première heure.

Nous pouvons citer à ce titre la 106^e brigade dirigée de manière informelle par son fils Khaled, un civil promu au grade de colonel bien que sans formation militaire⁶, et le 166^e bataillon d'Ajdabiya commandé par son gendre et homme de confiance Ayoub al-Farjani, composé essentiellement d'éléments recrutés parmi les tribus mineures locales (Fawakher, Zwaya, Qabayel) ; le 155^e bataillon de Benghazi est dirigé par un cousin farjani tripolite, Bassem al-Bouaichi ; la brigade Tarik Ben Ziyad de Benghazi est chapeautée par son fils Saddam, plus connu pour des affaires de détournements bancaires que pour son pedigree militaire, ou encore la 128^e brigade opérant dans le centre et le sud-ouest du pays (al-Joufra, Syrte et le Fezzan), construite autour d'un jeune officier proche du commandement général et issu de la tribu alliée du Sud, les Awlad Sliman. À partir de 2018, ces unités « prétorienne » sont promues progressivement au rang de brigades, réparties dans chacune des régions militaires du pays, dans lesquelles sont incorporés d'autres groupes locaux.

Ces unités prétorienne sont principalement constituées de nouveaux conscrits qui, une fois formés, y sont quasi systématiquement intégrés, en particulier dans les brigades 106 et Tarik Ben Ziyad⁷. Cela dit, lorsque ces jeunes soldats ont été mis

6. À l'instar de Kadhafi, Khalifa Haftar a promu des officiers sur la base de la loyauté sans tenir compte de l'ancienneté, de la hiérarchie militaire ou de la compétence professionnelle, tant des généraux dirigeant de petites unités, quand de simples officiers, parfois sans formation militaire, sont à la tête de brigades.

7. Seule une partie des cadets est envoyée en Jordanie pour des formations d'officiers pour être ensuite incorporée dans des brigades régulières.

à l'épreuve, leur manque d'expérience guerrière leur a été fatal face à des combattants du GNA qui, même sans instruction militaire, ont acquis une solide expérience au gré des nombreux conflits qu'ils ont menés depuis 2011, en particulier ceux de Misrata. La centralisation et la réappropriation du processus de recrutement par le commandement de l'ANL ont permis d'introduire une certaine mixité sociale dans ces unités qui vise à réduire l'influence des chefs d'unité et des loyautés tribales tant le recrutement se faisait précédemment au niveau local par des groupes armés pré-organisés et en dehors du contrôle étroit du commandement général.

Les instruments de pouvoir – vertical – de Khalifa Haftar

Au-delà des appuis militaires et tribaux, Haftar a également concentré, grâce à Aguila Saleh, d'autres sources de pouvoir à travers la structure de Commandement général. Aguila Saleh est le président du Parlement de Tobrouk depuis 2014, techniquement le plus haut rang dans l'architecture institutionnelle basée à l'Est et Commandant suprême des forces armées libyennes jusqu'à la tenue des élections présidentielles⁸. À la suite d'une pression sociale, Aguila Saleh a nommé Khalifa Haftar, sans titre officiel jusque-là, au poste de « commandant général » en mars 2015⁹. La nomination était accompagnée d'une série de décrets qui ont conféré au commandant général des prérogatives sans précédent. Malgré leurs différends autour des questions de leadership et des stratégies à mener, Saleh et Haftar, les deux principales figures de l'Est, se sont soutenus mutuellement tant le sort de chacun dépendait de l'autre. Quand Haftar, réel détenteur du pouvoir physique, s'abritait derrière le parapluie légitimant du Parlement et la bénédiction de son président Aguila Saleh, ce dernier, qui avait les mêmes ambitions politiques s'appuyait pour sa part sur les avancées militaires de l'ANL pour rester au pouvoir, sinon diriger l'autorité politique pays.

Au fil du temps, Aguila Saleh n'a fait que renforcer la position et les prérogatives de Haftar à travers cette structure de Commandement général. En 2016, par exemple, l'ANL a créé l'Autorité de contrôle et de justice dirigée par le cousin de Haftar, Aoun al-Farjani, dans le but de concentrer la plupart des départements militaires entre les mains du maréchal tels que la Police militaire et les prisons,

8. Dès sa première réunion fin août 2014, le parlement de Tobrouk a nommé un des commandants de l'opération Dignité, Abderrazek al-Nadhuri comme son chef d'état-major qui a, à son tour, reconnu l'opération comme faisant partie de l'armée affiliée au Parlement, légitimant ainsi les actions militaires engagées depuis trois mois.

9. Le Commandement général est un poste qui existait à l'époque de Kadhafi puis recréé à cet effet par le Parlement en 2015.

les Renseignements militaires, la Justice militaire, les Inspections militaires et la comptabilité financière. De plus, les lois d'exception instaurées entre 2016 et 2018 ont conféré une autorité supplémentaire à l'ANL aux dépens des services de sécurité civils. Plus tard en 2017, Aguila Saleh a approuvé la création de l'Autorité d'investissement militaire et sa réaffectation sous le contrôle du Commandement général. En donnant à l'ANL la capacité de lever des fonds publics et de diversifier ses revenus qui reposaient auparavant sur le budget du Gouvernement intérimaire de l'Est, l'ANL s'est émancipée financièrement, devenant de plus en plus autonome vis-à-vis des autorités civiles.

L'appareil du Commandement général devient l'instrument politico-militaire par lequel Khalifa Haftar projette et concentre ses pouvoirs. La monopolisation des soutiens financiers et militaires étrangers, en particulier celles des EAU, a permis à Khalifa Haftar de créer un système de patronage de type makhzénien¹⁰, rendant dépendantes les forces engagées au côté de l'ANL dépourvues de moyens militaires, et attirant par la même occasion une clientèle parmi les élites économiques et tribales.

En plus des soutiens émiratis, l'ANL s'est dotée de moyens financiers grâce à des montages bancaires avec la Russie qui aurait, depuis 2016, imprimé pas moins de 13 milliards LYD nécessaires pour pouvoir recruter et payer les officiers de l'armée avec des salaires plus importants que leurs homologues de Tripoli, ce qui constitue une motivation supplémentaire de ralliement.

Le sanctuaire du Commandement général à al-Marj puis al-Rajma est devenu le symbole et le lieu de pouvoir dans l'Est libyen, plus que celui du Parlement ou de son exécutif dispersé et sans réelle autorité. La concentration des pouvoirs juridiques et physiques entre les mains du commandant général a donné à Haftar les moyens nécessaires pour poursuivre ses objectifs politiques, tout en réduisant l'influence d'Aguila Saleh et celle de l'exécutif.

Centres de pouvoir et périphéries

Toutefois, le contrôle de l'ANL en Cyrénaïque n'est ni absolu ni homogène. L'autorité de Khalifa Haftar réside dans les centres de pouvoir de l'ANL, à savoir les villes de Benghazi, al-Marj, et Ajdabiya¹¹. Au-delà, dans les régions

10. Les tribus makhzen étaient des tribus intégrées dans le dispositif sécuritaire et militaire du pouvoir central. Pour le compte de celui-ci, elles assuraient l'autorité et la surveillance sur leur territoire et lui servaient de force d'appoint et de renfort militaire en cas de nécessité. Elles s'impliquaient à ce titre dans la lutte contre les diverses oppositions sur leur territoire.

11. L'espace géographique entre Ajdabiya et al-Marj en passant par Benghazi sur un tronçon de 250 km au long de la route côtière est le réel centre de pouvoir de l'ANL.

périphériques de l'Est jusqu'aux frontières égyptiennes et soudanaises au sud (principalement des localités et des territoires tribaux), le degré de domination de l'ANL est plus faible. Il se matérialise plutôt par une administration indirecte dans laquelle l'ANL sous-traite le contrôle et les tâches sécuritaires à ses alliés et groupes armés locaux.

En 2014, le soutien des communautés de l'Est à l'opération Dignité, à Benghazi, leur a permis d'échapper à une arrivée d'unités de l'ANL extérieures, et de continuer ainsi à s'autogérer avec une affiliation formelle à l'ANL. Ceci permet par la même occasion aux acteurs locaux d'éviter, au maximum, d'entrer en conflit avec l'ANL à la différence des Awaqir qui opèrent dans le grand Benghazi, principal centre de pouvoir de Haftar. Les hauteurs sud de Benghazi, al-Rajma, abritent d'ailleurs le siège du commandement général de l'ANL, raison pour laquelle la présence de l'appareil sécuritaire, en particulier les brigades prétoiriennes dirigées par le cercle familial de Khalifa Haftar, y est plus forte.

Les différents gouvernements successifs, à l'ouest comme à l'est du pays, n'ont pas réussi à asseoir leur autorité sur l'ensemble des régions qu'elles prétendent contrôler, y compris dans leurs centres de pouvoir respectifs. La présence de l'État dans ses compétences, prérogatives et services publics, n'est que limitée au-delà du littoral nord où se situent les principaux pôles de pouvoir politiques et militaires du pays.

Conclusion

Le processus d'expansion territoriale de l'ANL peut être plutôt décrit comme la somme de plusieurs conquêtes gagnées de manière graduelle, où le commandement de l'ANL a surexploité des rivalités entre acteurs locaux pour intervenir et étendre son autorité, du moins planter son drapeau. À chaque étape, l'ANL a éliminé ses ennemis potentiels et agrandi par la même occasion son assise territoriale, fût-elle nominale ou réelle, directe ou indirecte. Ces avancées permettant d'un côté à Khalifa Haftar de clamer une extension de son autorité grâce à ses alliés locaux, et de l'autre à ces derniers d'utiliser l'ANL pour s'affirmer face à leurs rivaux locaux. Toutefois, la déconfiture de l'ANL à Tripoli en 2020 n'a pas eu que des répercussions sur les conquêtes de l'Ouest perdues dans la foulée, elle a aussi affaibli la carrure et les prétentions de l'« homme fort de la Libye », et également érodé l'autorité de Khalifa Haftar dans son fief oriental.

Les différentes stratégies entreprises par le commandement général de l'ANL peuvent paraître comme un processus de professionnalisation d'une armée en construction. Il n'en demeure pas moins qu'elles répondent avant tout à des exigences sécuritaires dont l'objectif est de préserver son régime. Les efforts de

centralisation parallèles ont été synonymes de concentration de pouvoir entre les mains de Khalifa Haftar, qui l'exerce principalement à travers l'appareil politico-militaire du commandement général.

Les ambitions politiques de Khalifa Haftar, combinées à son action personnelle du pouvoir, ont abouti à la politisation de l'ANL liant ainsi le sort des deux. Le projet politique a également relégué au second plan la dimension militaire et sécuritaire sur laquelle l'ANL a construit sa rhétorique et sa légitimité. Parce qu'elle était constamment en guerre, l'ANL est en quête massive et permanente de combattants, ce qui a fini par saper la construction harmonieuse d'une armée en temps de paix. À Benghazi, la situation sécuritaire s'est certes améliorée, mais elle reste précaire. Bien que démobilisés, de gré ou de force, les réseaux constituant les « groupes auxiliaires » de l'ANL ancrés dans leurs quartiers de Benghazi subsistent sous forme souterraine, reconvertis dans des activités criminelles et des trafics divers¹².

À l'aube de 2021, le nouveau Gouvernement d'unité nationale¹³ (GUN) censé incarner l'autorité étatique nationale essaye de se frayer une place parmi la panoplie d'acteurs et pouvoirs locaux. Privé de cette faculté de monopole de la force, et ne disposant pas encore d'une puissance armée qui ne soit pas inféodée aux autres acteurs et intérêts particuliers, le GUN est devenu un acteur parmi d'autres. À l'est du pays c'est un challenger. L'autorité de l'ANL et sa capacité de nuisance subsistent malgré le soutien nominal au GUN sans pour autant s'y soumettre¹⁴. Le GUN est dans l'obligation d'amadouer et satisfaire les réels détenteurs du pouvoir sur le terrain dans le but de les coopter ou de les domestiquer afin de pouvoir gouverner sans entraves et, peut-être, *in fine*, asseoir un semblant d'autorité.

12. Des quartiers tels que Bouhdima et Wahichi sont connus pour les trafics de drogue, d'alcool artisanal, tenus par des groupes armés auxiliaires qui ont autrefois combattu aux côtés de l'ANL.

13. Grâce à une pression internationale, le Gouvernement d'unité nationale a vu le jour en février 2021. Son mandat officiel est de mettre fin à l'état de guerre, réunifier les institutions étatiques, mener à bien une période transitoire qui devrait, au bout, être sanctionnée par l'avènement – hypothétique – d'élections législatives et présidentielle prévues pour décembre 2021.

14. En théorie, le nouveau conseil présidentiel à trois têtes est le chef suprême des forces armées, l'ANL incluse, quand Abdelhamid al-Dabaiba porte la double casquette de Premier ministre et ministre de la défense du GUN.

Bibliographie

- ABDULLATIF AHMIDA A. (1994), *The Making of Modern Libya. State Formation, Colonization, and Resistance, 1830-1932*, State University of New York Press.
- BENSAAD A. (2016), « Crise de l'État, territorialités et fragmentations politiques en Libye », *Orients stratégiques*, n° 4.
- (2019), « Libye. Khalifa Haftar, “ses” islamistes et la guerre contre le terrorisme », *Orient XXI*, 22 mai.
- DROZ-VINCENT P. (2018), « Competitive statehood in Libya: governing differently a specific setting or deconstructing its weak sovereign State with a fateful drift toward chaos? », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 29, n° 3, p. 434-455.
- HARCHAOUI J. et LAZIB M.-E. (2019), *Proxy War Dynamics in Libya*, Virginia Tech Publishing.
- LACHER W. (2020), *Libya's Fragmentation: Structure and Process in Violent Conflict*, I.B. Tauris.
- STOCKER V. (2020), « En Libye, Haftar consolide tranquillement ses forces dans le Fezzan », *Middle East Eye*, 11 mai.
- WEHREY F. (2018), *The Burning Shores. Inside the Battle for the New Libya*, Farrar, Straus and Giroux.